



Dépêche 05/011

Communiqué de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SOLIDAIRES et UNSA

Cette journée s'inscrit dans un contexte tout à fait particulier.

Il ne vous a pas échappé que l'action des personnels de la fonction publique les 18, 19 et 20 janvier et le 5 février montre une détermination forte et unitaire des salariés pour exprimer leurs revendications.

Le 20 janvier dernier la mobilisation des personnels du MINEFI a été à la hauteur des enjeux avec 45 % de grévistes et plusieurs milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire.

L'importance de la mobilisation en Douane, malgré les dispositifs anti-grève et les pressions, démontre le fort mécontentement de l'ensemble des Douaniers face aux réformes qui ne répondent qu'à un seul objectif : faire des économies.

Les sentiments de ras le bol et d'écoeurement dominant parmi la quasi-totalité des Douaniers. Le conflit du 1er février démontre concrètement cette réalité. La colère gronde dans les services, qu'attendez-vous pour réagir ? Aujourd'hui, à votre porte, toutes les composantes de la douane se sont jointes aux marins.

Les personnels expriment, depuis quelques mois et avec de plus en plus de force, leur opposition aux politiques que vous mettez en œuvre :

- Suppressions massives d'emplois
- Réduction drastique des moyens de fonctionnement
- Privatisation et externalisation des missions "garantie"
- Suppression des bureaux et brigades : unités de surveillance, brigades de recherches, brigades garde-côtes,
- Régression des droits et garanties collectives dont la restriction sans précédent du droit de grève,
- Absence de reconnaissance pécuniaire des qualifications des personnels,
- Introduction de la rémunération au mérite, de la performance, de la réforme de la notation, des contrats d'objectifs, de la prime "Sarkozy".
- Et pour couronner le tout une perte de pouvoir d'achat de 5 % depuis 2000.

Les propos ignobles et méprisants tenus par nos ministres jettent les fonctionnaires en pâture à l'opinion publique, recette déjà employée pour la réforme des retraites.

Dans la maison Douane les réformes s'empilent les unes sur les autres dans un cadre prédéfini et sans volonté réelle de négocier.

On peut résumer cette pseudo concertation ainsi : Circulez il n'y a rien à négocier....

Les syndicats CFDT, CGT, FO, SOLIDAIRES et UNSA ont le devoir de vous dire : "STOP !"

Nous vous rappelons que les Douaniers et leurs représentants ne sont pas opposés ni aux changements, ni à la modernisation des services. Mais nous n'avons pas la même définition que vous du mot réforme. Réformer, c'est améliorer, évoluer dans les méthodes de travail, donner des moyens et des effectifs à la hauteur des enjeux, ce n'est pas casser, démanteler et supprimer comme vous le faites sans relâche depuis trop longtemps.

Nous ne sommes pas dupes. Vous saucissonnez les dossiers pour des raisons tactiques mais vous avez une ligne directrice bien définie : rendre des emplois et faire des économies budgétaires.

Les Douaniers vous ont répondu le 20 janvier, les marins vous répondent aujourd'hui et l'ensemble des douaniers et leurs représentants ne se laisseront pas faire sans réagir.

Vos propos anesthésiants n'agissent plus. Le mépris et l'arrogance, ça suffit !

Vous êtes désormais confrontés à quatre exigences prioritaires :

- redéfinir nos missions et rediscuter de la modernisation de notre administration de manière réellement concertée et pas de façon unilatérales ainsi que vous l'avez fait jusqu'à présent ;
- mettre un terme à votre projet destructeur sur la douane maritime et revoir totalement votre copie;
- tenir compte des propositions des représentants du personnel en terme de modernisation de notre administration ;
- satisfaire les attentes des agents au niveau salarial. Pour cela, vous devez transmettre et défendre au ministère des dossiers étayés en terme de point d'indice, de bonification, d'indemnité de risque et d'intégration des primes.

En d'autres termes, vous devez revoir toutes vos copies...

- Etablir un bilan contradictoire de la réforme des CI.
- Revoir les implantations des unités de surveillance et les effectifs. Le développement des courants de fraudes et l'élargissement de l'Union européenne doivent vous conduire à repenser le maillage territorial.
- Réexaminer les implantations des brigades de recherches et le dispositif de lutte contre la fraude.
- Définir contradictoirement ce que doit être le dédouanement demain, la place du bureau de douane dans le dispositif douanier et la chaîne des contrôles.
- Renforcer les contrôles douaniers en matière de garantie des métaux précieux.

En matière de réforme, nous exigeons un véritable débat sur l'avenir des missions du service public douanier avec pour unique préoccupation la meilleure efficacité pour répondre aux besoins de la population.

En matière de dialogue social le constat est alarmant et consternant.

Les personnels et les syndicats en ont assez d'être méprisés et bafoués. Tant au niveau central que local, nos propositions sont systématiquement rejetées. Vous ne pratiquez que le monologue social. La multiplication de réunions en tous genres n'est que de la communication...

Là aussi nous devons vous dire stop, ça suffit...

A l'avenir il va falloir que vous nous écoutiez et surtout que vous nous entendiez.

Dès aujourd'hui, l'ensemble des personnels douaniers et notamment les marins sont venus nombreux vous dire leur mécontentement. C'est pourquoi nous ne participerons pas à ce CTPC, tant que vous n'aurez pas reçu les marins et les représentants des personnels et que vous n'aurez pas accepté de retirer votre projet de réorganisation aéromaritime.

Paris, le 9 février 2005